



AIR-FRANCE

Les vols Paris-Brazzaville interdits d'escale à Kinshasa

Les autorités de la République du Congo ont demandé l'interdiction de l'escale de Kinshasa pour les vols desservant Brazzaville. Le ministre des Transports, Jean-Marc Thystère Tchicaya, justifie cette décision par la forte circulation du variant Delta en République démocratique du Congo classée zone rouge par la France et la Belgique. « Pour des raisons commerciales, je vous encourage à effectuer des vols uniquement avec escale à Brazzaville et/ou Pointe-Noire pour ne pas faire courir aux populations un risque de contamination », a précisé le ministre congolais dans une correspondance adressée à la compagnie aérienne française.

Page 3



BEPC 2021

Des fraudeurs arrêtés dans plusieurs localités



Un des fraudeurs arrêtés pendant les épreuves du BEPC/DR

Les services de lutte contre la fraude aux examens d'Etat sont à pied d'œuvre depuis le début des épreuves du Brevet d'études du premier cycle (BEPC). A Pointe-Noire, Dolisie, Sibiti et dans bien d'autres localités, les faux candidats ont été arrêtés.

Le premier jour des épreuves, un faux candidat venu composé à la place d'un autre a été détecté par les services anti-fraude à Pointe-Noire. À Dolisie, un élève de première a remplacé sa sœur, le deuxième jour des épreuves. La même chose s'est produite à Sibiti, dans le département de la Lekoumou.

Page 5

COVID-19

Les députés déplorent les conditions de prise en charge des malades

L'Assemblée nationale a désapprouvé le 27 juillet, lors d'une séance plénière consacrée à l'adoption de la loi sur le financement additionnel accordé à la riposte d'urgence contre à la Covid-19, les

conditions de prise en charge des malades dans les sites d'accueil ainsi que la mauvaise gestion des fonds dédiés à la lutte contre la pandémie. Informé de la situation, le ministre de la Santé, Gilbert

Mokoki, a promis de procéder à la vérification de toutes ces informations mises à sa disposition avant de prononcer des «sanctions sévères» à l'endroit des auteurs au cas où celles-ci seraient avérées.

Page 2

FESTI'BRAZZA

Une 5^e édition sous le signe de la résilience

Après une année d'éclipse à cause de la pandémie de Covid-19, le Festi'Brazza revient avec la tenue de sa 5^e édition le 30 juillet à la préfecture de Brazzaville. Débats, chant, humour et danse sont au programme de cette rencontre culturelle qui prône la mixité sous toutes

ses formes. Depuis 2014, le festival s'emploie à réunir les jeunes autour des thèmes variés. Selon les organisateurs, la jeunesse africaine, en général, et congolaise, en particulier est confrontée à divers défis, tant sur les plans économique, éducatif que social.

Page 16



EDITORIAL

Destination Brazzaville

Page 2

ÉDITORIAL

Destination Brazzaville

Autour de la crise libyenne, vieille de dix ans, la communauté internationale est mobilisée pour y trouver une issue négociée. Dès le départ, la voix de l'Afrique était moyennement entendue, y compris en Libye même du fait, entre autres, des interférences des puissances extérieures animées toutes par la volonté de faire prévaloir leurs propres intérêts. Aujourd'hui, les acteurs libyens se rendent compte qu'une solution à ce conflit peut venir des institutions panafricaines s'ils les associent pleinement au processus des négociations.

Dans ce contexte, en relation avec la mission qui leur a été confiée dans le cadre du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, les autorités congolaises remplissent un rôle qui devient déterminant. Non seulement Brazzaville a pris le dossier libyen à bras-le-corps et croit en son aboutissement, mais toutes les initiatives concourant à une fin heureuse de ce chaos qui n'a que trop duré ont besoin d'être accompagnées pour produire leur effet.

Le 27 juillet, Mohamed El-Menfi, qui dirige le comité présidentiel de Libye a exprimé sa satisfaction d'avoir abordé avec son hôte, le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, les questions essentielles sur lesquelles les parties libyennes devront se pencher avant la convocation des élections générales au mois de décembre prochain. Comme les autres protagonistes de la crise, il est aussi convaincu que seule la réconciliation nationale est en mesure d'assurer à la Libye un avenir radieux.

Ce discours d'apaisement, le guide spirituel de la communauté ibadite l'avait tenu lors de son passage à Brazzaville au mois de juin dernier. Cheikh Farah Jaâbiri insistait alors pour qu'une solution africaine soit trouvée à ce conflit d'autant plus, soutenait-il, que c'est bien le continent africain qui payait un lourd tribut aux désordres en cours dans la vaste région sahélo-saharienne. Il est certain que plus cette situation s'éternise, plus les conséquences qui en découlent frapperont, comme c'est bien déjà le cas, au-delà de l'Afrique.

Au regard de ce qui précède, le moment est peut-être venu pour que la disponibilité dont Brazzaville, mandatée par l'Union africaine fait preuve, reçoive l'appui des Nations unies et de l'Union européenne. Chacun sait que si elles mettent la pression qu'il faut, ces instances politiques et diplomatiques à la notoriété reconnue sont capables d'infléchir la position des puissances extérieures présentes sur le sol libyen par divers canaux. Ne disons pas que leurs rivalités sont un sésame pour les mercenaires de tous poils qui prospèrent en Libye.

Les Dépêches de Brazzaville

GESTION DE LA COVID-19

Les auteurs des mauvaises pratiques seront sanctionnés

Le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a promis le 27 juillet à Brazzaville des sanctions contre les auteurs des mauvaises pratiques avérées dans la lutte contre la pandémie de Covid-19. Il a fait cette annonce lors de l'adoption par l'Assemblée nationale de la loi sur le financement additionnel du projet de riposte d'urgence au coronavirus.

Le projet de loi entériné en première lecture par la chambre basse du Parlement portait sur un prêt d'environ 1,5 milliard de francs CFA que la Banque mondiale a octroyé au Congo pour renforcer la lutte anti Covid-19.

Pendant les débats qui ont précédé l'adoption de ce texte, les députés ont exprimé des inquiétudes sur la gestion de ce prêt, tout en déplorant les mauvaises conditions dans les sites de prise en charge des malades de Covid-19.

Le ministre de la Santé et de la Population a promis de vérifier les faits dénoncés par les

parlementaires et d'infliger des «sanctions sévères» contre leurs auteurs.

De son côté, le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Rigobert Roger Andély, a indiqué que le gouvernement doit au personnel soignant affecté dans les sites de prise en charge de la Covid-19 des sommes importantes au titre des primes et indemnités. Il a, par ailleurs, affirmé que l'Etat se bat pour trouver des ressources nécessaires afin de régler la situation.

Firmin Oyé

Le Congo obtient un prêt de plus de 6 milliards FCFA

L'Assemblée nationale a approuvé, le 27 juillet, le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement additionnel de 6,5 milliards Fcfa de la Banque mondiale, pour renforcer la riposte à la Covid-19.

Le premier financement reçu par le Congo de l'institution de Breton Woods dans ce cadre, il y a peu, l'a été sous forme de don. Celui-ci, dont l'accord a été signé le 30 juin 2021, d'un montant de 6,5 milliards Fcfa, est octroyé sous forme de prêt, pour renforcer la lutte contre la pandémie de coronavirus qui sévit toujours. L'enveloppe sera utilisée dans plusieurs composantes liées à la riposte d'urgence à meurtrière maladie virale.

Il s'agira, notamment de prévenir, détecter et riposter promptement à la menace proférée par le coronavirus et de renforcer les systèmes nationaux de réparation de la santé publique au Congo. Il sera aussi question de fournir une assistance adéquate pour soutenir les efforts du gouvernement dans la riposte en vue

de contrecarrer l'extension de la pandémie sur l'ensemble du territoire national.

Une partie de cet argent servira aussi à acquérir des milliers d'autres doses de vaccin afin de prévenir d'éventuelles ruptures. Le projet de loi soutenu par les ministres de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, et son homologue en charge des Finances, Roger Rigobert Ondéli, a été adopté à l'unanimité par les députés avec amendements.

Les députés ont aussi entériné de loi autorisant la ratification de l'accord de financement du projet de renforcement du système de santé dénommé « Mobikisi », entre le Congo et la Banque mondiale. Cet accord financier d'environ 28,054 milliards FCFA, paraphé aussi le 30 juin dernier, vise à optimiser

l'utilisation des ressources du système et la qualité des services de santé de la reproduction, de la mère à l'enfant dans des zones ciblées parmi les ménages les plus pauvres.

En dernier lieu, les élus du peuple ont adopté le projet de loi portant approbation de la convention d'exploitation minière entre le Congo et la société SOREMI dans le district de Mfouati, département de la Bouenza. Le projet économique dont la première phase s'exécute déjà prévoit 1200 emplois directs. Dans le cadre du contrat, conformément à sa responsabilité sociétale, la société SOREMI doit verser aux populations de Mfouati et celles de Bokosongho annuellement la somme de 30 millions FCFA.

F.O.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ogagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo

Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

TRANSPORT AÉRIEN

Des vols d'Air France sans escale à Kinshasa

Préoccupé par la sécurité sanitaire de la population, le gouvernement congolais a décidé d'interdire les vols d'Air France faisant escale à Kinshasa. Cette décision se justifie par la présence depuis quelque temps du variant « Delta » qui circule en République démocratique du Congo (RDC).

Le point sur la problématique de la sécurité sanitaire des voyageurs en cette période marquée par la pandémie de Covid-19 a été évoqué lors d'un échange entre le ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Jean-Marc Thystère Tchicaya et le directeur général de la compagnie aérienne Air France des deux Congo, Olivier Jallet. En effet, cet échange fait suite à la correspondance qu'avait adressée le ministre en charge des Transports à la direction générale d'Air France qui continue d'effectuer des vols avec escale à Kinshasa alors que la RDC a été classée en Zone rouge par la France en raison de la circulation du coronavirus et de ses variants. « Pour des raisons commerciales, je vous encourage à effectuer des vols uniquement avec escale à Brazzaville et Pointe-Noire



Le ministre Jean-Marc Thystère Tchicaya présidant la réunion DR

sans passer par Kinshasa », stipule le gouvernement congolais dans la note adres-

de Covid-19 ».

Il faut noter que l'objectif de cette rencontre était de trou-

suré la ministre sur la sûreté dans les vols et sur le respect sévère des mesures barrières

« Cela vise à ne pas faire courir aux populations un risque de contamination, notamment au variant Delta de Covid-19 ».

sée à Air-France. Et de poursuivre : « Cela vise à ne pas faire courir aux populations un risque de contamination, notamment au variant Delta

ver des solutions adéquates sur la desserte des deux pays en vue d'éviter la propagation du coronavirus.

A ce sujet, Olivier Jallet a ras-

sanitaires. « Il n'y a pas de contamination dans les vols, bien que les inquiétudes demeurent », a-t-il fait savoir.

Par ailleurs, le directeur géné-

ral d'« Air France » des deux Congo, Olivier Jallet, a signifié que la compagnie a un avion qui dessert à la fois Brazzaville et Kinshasa tous les jours et que modifier la rotation peut avoir un impact sur la clientèle « Nous sommes en période de pointe et les avions sont chargés avec plus de 250 personnes par avion. Modifier la rotation peut impacter les clients, ce que l'on ne souhaite pas, car ce sont eux qui nous font vivre et c'est pour eux aussi que nous travaillons », a-t-il relevé.

A cet effet, Olivier Jallet a promis d'informer la direction générale de Paris, afin de voir comment améliorer les conditions de ladite desserte.

Notons que cette décision du ministère en charge des Transports s'applique à l'ensemble des compagnies aériennes qui font des escales en RDC.

Gloria Imelda Lossele

RÉFORME DE L'ÉTAT

Le Congo va recevoir le soutien du Fnuap

Le représentant résident du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) au Congo, Mohamed Lemine Salem Ould Moujtaba, vient d'annoncer le soutien de son institution au Congo à l'issue d'un entretien avec le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Réforme de l'État, Luc Joseph Okio.

Le représentant du Fnuap a félicité le ministre Luc Joseph Okio pour sa nomination, et s'est dit prêt à l'accompagner pour la réussite de sa mission. « Je pense que votre mandat est au cœur de l'essence du programme du gouvernement. La réforme c'est vraiment les fondamentaux de l'action gouvernementale. Je crois que le fait que ça soit rattaché à la primature c'est une bonne chose. Cela donne les capacités de coordination intergouvernementale », a-t-il indiqué.

Pour Mohamed Lemine Salem Ould Moujtaba, la réforme et la gouvernance n'ont de sens qu'avec les données qui sont fiables, actuelles et accessibles à tous les utilisateurs. « Nous pouvons vous appuyer à avoir une sorte de diagnostic de la situation qui peut aider dans le cadre des travaux de la réforme. Avant de s'engager dans le chantier on a besoin d'avoir des références de l'existant. Et les réformes de l'administration moderne non seulement ont besoin de données mais aussi des éléments



Le ministre Luc Joseph Okio, le représentant du Fnuap et des membres du cabinet (crédit photo/Adiac)

modernes de gestion. C'est là que je voudrais vous proposer l'ambition d'avoir ce qu'on appelle le gouvernement électronique. Ça doit être l'ambition que le ministre doit envisager pour le pays », a-t-il déclaré.

L'État doit avoir une étude sur les agents, car l'on trouve qu'il y a des gens qui sont fonctionnaires mais qui travaillent dans plusieurs administrations

alors qu'ils sont à la charge de l'État.

Pour sa part, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Réforme de l'État, a remercié le représentant du Fnuap pour son apport. « Je sais que vous faites beaucoup en ce qui concerne la politique du genre ainsi que les statistiques. La réforme de l'État intègre toutes ces questions, y compris les

questions de gestion. Nous avons, aujourd'hui, dans le cadre de la réforme de l'État, la prise en compte de la société civile, du genre et des organisations patronales », a expliqué le ministre Luc Joseph Okio.

S'agissant des statistiques, il a souligné que les données sur la population sont importantes « parce qu'elles vont nous permettre d'intégrer

ces considérations dans nos études et dans notre projection. Notre mission essentielle c'est d'assurer le pilotage des réformes, de servir d'appui conseil aux différents départements, mais tout cela sous l'autorité du Premier ministre. Nous devons également élaborer et définir les outils de la réforme et dans ce cadre-là, je pense que nous aurons vraiment besoin de vous notamment pour le renforcement des capacités. »

En effet, le ministre pense qu'en matière de population par exemple, si on n'a pas une formation, on ne pourra ni mesurer l'impact, ni donner une appréciation exacte de ce qui a été fait, même en ce qui concerne la vulgarisation des réformes menées dans les collectivités locales. « Nous allons renforcer la coopération avec les partenaires au développement parce que dans ce concours nous n'irons pas loin dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique gouvernementale », a-t-il ajouté.

Bruno Okokana



**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(SERVICES DE CONSULTANTS FIRMES)**

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE.
Projet de Développement Intégré des Chaines de Valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC »
AMI N°004/MEPSIR/UCP-PRODIVAC 2021



Secteur : Agriculture

Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000200006402

N° d'identification du Projet : P-CG-A0-002

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un Prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaines de valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce Prêt pour financer le contrat : Acquisition, installation et opérationnalisation d'un Logiciel de Gestion Financière et Comptable TOM2PRO Windows Version 2 du PRODIVAC.

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent essentiellement : (i) la fourniture d'un logiciel Tom2pro V2 (Licence Multiprojet-Multi Site-Multipostes au Siège du PRODIVAC et la Licence Monoprojet-monosite-monoposte au trois (3) antennes (Site) (ii) l'installation, le paramétrage du logiciel Tom2pro en fonction des besoins et spécificités du projet, (iii) l'opérationnalisation de toutes les fonctionnalités de la version V2 du logiciel Tom2pro, (iv) la formation des utilisateurs de l'UCP, des antennes du PRODIVAC sur toutes les fonctionnalités et modules des logiciels Tom2pro, (v) l'indication des spécifications techniques des ordinateurs et internet nécessaires pour un meilleur fonctionnement des logiciels, (vi) la mise à disposition des utili-

sateurs la documentation nécessaire (le Manuel d'utilisation des logiciels, guide d'instruction simplifié destinés aux utilisateurs) et (vii) le service après-vente rapproché et à distance (suivi, conseil, maintenance, assistance technique, etc.) pendant 5 ans, à compter de la date de fin de formation des utilisateurs. La mission est d'une durée de trente (30) jours.

3. L'Unité de Coordination du projet PACIGOF, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les Consultants firmes ou structures spécialisées établies au Congo à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations susmentionnées (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions semblables, disponibilité de personnel qualifié et expérimenté, etc.). Les consultants peuvent s'associer pour augmenter leurs chances de qualification.

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au « Cadre de Passation des Marchés des opérations financés par le Groupe de la Banque Africaine de Développement, Edition d'Octobre 2015, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org> ».

5. Les consultants firmes ou structures spécialisées intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 16 h00, heure locale (TU+1).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 05 aout 2021 et porter expressément la mention suivante : « AMI N°004/MEPSIR/UCP-PRODIVAC 2021/ACQUISITION, INSTALLATION ET OPERATIONNALISATION D'UN LOGICIEL DE GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE TOM2PRO WINDOWS VERSION 2 DU PRODIVAC » à l'adresse ci-après :

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur du PRODIVAC

Sise n° 12 de la rue Duplex, secteur Blanche Gomez, Brazzaville-Congo
Tél : (242) 06 931 00 10 / 05 531 00 10 / 06 612 76 84 ;
E-mail : prodivaccongo@gmail.com / pat.2016.otonghos@gmail.com.

Fait à Brazzaville le, 23 Juillet 2021

Le Coordonnateur du PRODIVAC

Benoît NGAYOU

Banque des Etats de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission Générale de passation des marchés n°01

Sélection internationale ouverte n°100/BEAC/DGE-DCBCG/SIO/Ser/2021 pour le choix d'un intégrant en vue de la migration à la version 12 de l'application Oracle E-Business Suite et la modernisation du dispositif budgétaire et de contrôle de gestion

Dans le cadre de l'évolution de son Système d'Information, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale souhaite recruter une entreprise spécialisée en vue de la migration à la version 12 de l'application Oracle E-Business Suite et l'implémentation du dispositif budgétaire et de contrôle de gestion. A cet effet, elle invite par le présent avis de sélection, les entreprises qualifiées remplissant les conditions requises, à soumettre leur proposition.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC, notamment la *sélection sur la base de la qualité technique et du coût de la proposition*.

Les Prestataires intéressés peuvent obtenir un complément d'information et consulter le dossier de sélection rédigé en français, à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Services Centraux, Direction Générale de l'exploitation, CGAM, 14^{ème} étage, Porte 14.12
736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - CAMEROUN
Tél : (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 Postes 5452, 5431, 5412 ou 5403
Fax : (+237) 222 23 33 29
Email : cgam.scx@beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA ou l'équivalent dans une monnaie librement convertible. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC, à l'exception du Bureau de Paris.

Les soumissions conformes au règlement particulier de la sélection devront être déposées, sous pli fermé, à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le **jeudi 02 septembre 2021 à 12 heures** (heure de Yaoundé).

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Services Centraux, Bureau d'Ordre, 15^{ème} étage, porte 15.01
736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - CAMEROUN

Les propositions reçues après le délai fixé seront rejetées.

Les soumissions seront ouvertes en deux phases. Les plis administratifs et techniques seront ouverts le **jeudi 02 septembre 2021 à 13 heures** aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les plis financiers seront ouverts pour les propositions jugées conformes, à une date qui sera communiquée ultérieurement. En raison des contraintes liées à la lutte contre la propagation de la pandémie COVID-19, ces séances ne seront pas publiques.

Yaoundé, le 23 juillet 2021

Le Président de la Commission.

**VISITEZ LE MUSEE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO**

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Musée
du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

BEPC SESSION 2021

Des fraudeurs arrêtés dans plusieurs localités

Depuis le début des épreuves du Brevet d'études du premier cycle (BEPC), l'industrie de la fraude, dans ses tentatives, s'est heurtée à la vigilance des services de lutte contre le phénomène.

A Dolisie, au centre d'examen du lycée Tahiti, un élève de première est venu composer à la place de sa sœur, le deuxième jour des épreuves du BEPC. La candidate, elle-même, avait passé les épreuves du premier jour, notamment les mathématiques et l'histoire-géographie. Son grand frère est venu le deuxième jour pour les sciences de la vie et de la terre ainsi que l'anglais, matières sur lesquelles il est censé avoir des connaissances avérées. Les services anti-fraude les ont arrêtés. Les deux ont signé le procès-verbal de fraude avant d'être à la disposition des services de sécurité.

Le premier jour des épreuves,

un autre a été arrêté au centre d'examen "Le Jade" à Ngoyo, sixième arrondissement de Pointe-Noire. Venu composer à la place d'un autre, le fraudeur a falsifié la carte scolaire. Mais, il n'a pas pu passer inaperçu. La même chose s'est produite à Sibiti, dans le département de la Lekoumou assurément dans d'autres localités également.

Les services de sécurité continuent le travail visant à établir les responsabilités afin de déceler les réseaux de fraude car, dans ce genre de situation, c'est la crédibilité des diplômes et de tout le système éducatif congolais qui est en jeu. Ce qui est sûr les candidats qui se sont fait rempla-



Un des fraudeurs arrêtés pendant les épreuves du BEPC

cer ont perdu l'année scolaire voire quelques années encore à l'avenir. Les fraudeurs ayant accepté de jouer le jeu auront leur part de sanction conformément aux textes en vigueur. Pour l'heure, les épreuves du BEPC se poursuivent jusqu'au 30 juillet. Le jeudi 29 juillet, les candidats feront les sciences physiques et la dictée-question tandis qu'ils qui passeront les épreuves d'expression écrite et l'éducation physique le dernier jour. Les candidats qui avait foi en la fraude pour les matières qui restent devraient tirer les leçons de ce que les autres ont vécu les deux premiers jours de l'examen.

Rominique Makaya

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le nouveau projet du Fonds koweïtien adossé au PDAC

Destiné au développement des infrastructures agricoles au Congo, le Fonds koweïtien estimé à 23,5 millions dollars, environ 13 milliards FCFA, sera assuré par l'unité de coordination du Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale (PDAC).

Au cours du sixième comité de pilotage du PDAC, tenu le 28 juillet à Brazzaville, les participants ont insisté sur l'apport du nouveau projet dans l'essor du monde rural. Toutes les formalités nécessaires au démarrage du projet ont déjà été effectuées et le Congo n'attend que le top des partenaires koweïtiens, a expliqué Isidore Ondoki, le coordonnateur du PDAC. « *Le projet du Fonds koweïtien est un projet d'appui à l'agriculture au Congo(...) Ledit projet est destiné essentiellement à la relance des deux villages agricoles, à la construction de deux laboratoires phytosanitaire et vétérinaire à Kombé, au sud de Brazzaville, à l'aménagement du site maraîcher de Djoué et à la réhabilitation de la station piscicole de Soumouna* », a fait savoir Isidore Ondoki.

Présidé par Ferdinand Sosthène Likouka, directeur de cabinet de la ministre de l'Économie, le comité de pilotage a également planché sur l'état d'exécution du budget exercice 2021 du PDAC et les projets prévus à cet effet. Le comité a noté un faible taux d'exécution du budget à mi-parcours, seulement 5 milliards FCFA absorbés sur les 24 milliards prévus. Ce taux d'absorption du budget de 21%, à en croire le coordonnateur du PDAC, s'explique par le temps pris pour la programmation des activités et les procédures de passations de marché. « *Nous sommes confiants que c'est au deuxième semestre que les choses vont s'accélérer. Le comité de pilotage a échangé sur le point, notamment la capacité du projet à consommer au minimum 80% du montant arrêté* », a espéré le coordonnateur Ondoki.

À noter que lors de la dernière revue du portefeuille de la Banque mondiale en République du Congo, en juin, les partenaires et le gouvernement congolais ont souligné un déficit de communication sur la mise en œuvre des projets en cofinancement, ainsi que la lenteur dans le décaissement des fonds alloués à des activités prioritaires.

Fiacre Kombo

COVID-19

Les responsables des établissements de loisirs sensibilisés à la vaccination

Les gérants et propriétaires des hôtels, des salles de jeu et autres sites touristiques et de loisirs de Brazzaville ont été édifiés, le 27 juillet, sur la nécessité d'adhérer à la campagne de vaccination contre le coronavirus.



Une vue des propriétaires des lieux de loisirs/Adiac

Protéger la vie des acteurs du secteur des loisirs ainsi que celle de toute la population dans le strict respect des lois et règlements de la République, tel est le message véhiculé lors de la rencontre. Les deux principaux orateurs à savoir le directeur de cabinet du ministre du Tourisme et des Loisirs, Mathieu Mouloungui et le directeur du programme élargi de vaccination, Alexis Mourou Moyoka ont persuadé les participants sur le bien-fondé de la vaccination. « *En octobre 2018, nous avons vacciné, en une semaine, un million cent quatorze mille personnes à*

Pointe-Noire lors de la surveillance de la fièvre jaune. Je ne comprends pas pourquoi les gens fuient le vaccin contre la Covid-19. Ce vaccin nous protège et nous permettra de retrouver notre vie normale. Il n'y a aucun mal à se faire vacciner », a expliqué Alexis Mourou Moyoka.

Dans son allocution, Mathieu Mouloungui, a rappelé que selon une enquête réalisée en 2017, la plupart des établissements touristiques exercent leurs activités au mépris des lois en vigueur. Il a ainsi demandé aux responsables des lieux de loisirs d'adopter une

attitude dynamique et responsable afin de poursuivre normalement leurs activités. « *La vaccination est à nos jours la seule solution qui nous permettra de retrouver le rythme normal dans les différents lieux de loisirs. Notre préoccupation est de voir vos activités exceller mais, pour ce faire, vous devez respecter la réglementation en vigueur* », a indiqué Mathieu Mouloungui. Ainsi, séance tenante, plusieurs participants à ce moment d'échange ont pris leur première dose de vaccin contre le coronavirus.

Rude Ngoma

SOMMET SUR L'ALIMENTATION/COVID-19

Le financement clé de la réforme des systèmes alimentaires

Les dirigeants mondiaux, agriculteurs et acteurs du secteur privé ainsi que les membres de la société civile ont tiré la sonnette d'alarme sur le besoin urgent de financer suffisamment la réforme des systèmes alimentaires mondiaux lors de l'ouverture du sommet sur les systèmes alimentaires à Rome, en Italie.

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a déclaré devant les délégués réunis pour trois jours à Rome, en Italie, que le monde est à un « moment pivot », pour galvaniser les progrès sur les objectifs de développement durable - dont les 17 sont liés à la façon que le monde produit, transporte, vend et consomme de la nourriture. Il note que la pauvreté, les inégalités de revenus et le coût élevé des aliments continuent de maintenir une alimentation saine hors de portée de quelque 3 milliards de personnes. Le changement climatique et les conflits sont à la fois les conséquences et les moteurs de cette catastrophe. Il explique que la pandémie de Covid-19, « qui nous assaille toujours », a mis en évidence les liens entre les inégalités, la pauvreté, l'alimentation, la maladie et notre planète. « Notre guerre contre la nature comprend un système alimentaire qui génère un

tiers de toutes les émissions de gaz à effet de serre. Et le même système alimentaire est responsable jusqu'à 80 % de la perte de biodiversité », a souligné le secrétaire général de l'ONU.

Le sommet a été compartimenté en cinq « pistes d'action ». Les

Intitulé « l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021 », le récent rapport de la BM a révélé que 118 millions de personnes supplémentaires ont eu faim en 2020 par rapport à 2019. En cause, la crise sanitaire qui a conduit à une crise alimentaire. « Nous

la part des gouvernements et banques de développement, pour réduire les risques des investisseurs du secteur agricole et améliorer l'accès au crédit, en particulier au niveau des petits agriculteurs.

Les coûts et avantages du système alimentaire sont « tota-

le directeur des pratiques mondiales pour l'agriculture et l'alimentation à la BM, Matien van Nieuwkoop. « Comment pouvez-vous mettre en place des incitations claires pour des résultats plus sains pour les personnes, la planète et l'économie ? Comment utiliser le financement comme levier pour réduire les coûts négatifs et augmenter les bénéfices liés à l'agriculture et à l'alimentation ? », s'est-il interrogé. Pour lui, réaligner les politiques publiques, rendre les investissements du secteur privé plus écologiques et accroître l'accès des consommateurs à des aliments sains sont trois moyens d'y parvenir. « Nous pensons que le monde a besoin de mesures concrètes pour uniformiser les règles du jeu pour une production alimentaire socialement, écologiquement et nutritionnellement responsable », a-t-il conclu.

Noël Ndong

« Notre guerre contre la nature comprend un système alimentaire qui génère un tiers de toutes les émissions de gaz à effet de serre. Et le même système alimentaire est responsable jusqu'à 80 % de la perte de biodiversité »

dirigeants mondiaux ont appelé à augmenter le financement de la réforme des systèmes alimentaires. La pandémie a accéléré la vitesse à laquelle des changements doivent être apportés, alors que le nombre de famines mondiales augmente, a affirmé le Premier ministre italien, Mario Draghi.

avons pris des engagements pour nous assurer que les vaccins sont disponibles pour les plus pauvres du monde. Nous devons agir avec la même force et améliorer l'accès à des approvisionnements alimentaires adéquats », a réclamé Mario Draghi, plaidant pour plus de financements de

lement désynchronisés» et entraînent des coûts cachés - notamment la malnutrition, la déforestation et la pollution - d'environ 12 000 milliards de dollars par an, a-t-il indiqué. C'est plus que la valeur marchande des systèmes alimentaires, estimée à 10 000 milliards de dollars, a déploré



Catholic Relief Services - Programme de la République du Congo
Près de l'école Rémo sur l'Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique
Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo
Tel: 00242 04 058 45 09

EXTENSION DATE DE SOUMISSION AVIS D'APPEL D'OFFRES No. Congo BU_21_RFGS_73895 TRAVAUX RELATIFS A LA SECURISATION DES ECHANTILLONS BIOLOGIQUES DANS LES LABORATOIRES DE DEPISTAGE COVID-19

Recrutement d'entreprises chargées de l'exécution des travaux d'aménagement et d'installation d'équipement pour la sécurisation des zones de traitement des échantillons biologiques de cinq (5) laboratoires impliqués dans le diagnostic de la COVID-19 en République du Congo.

Le Catholic Relief Services - United States Conférence of Catholic Bishops (« CRS »), une organisation à but non lucratif enregistrée en vertu des lois du District de Columbia, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège au 228 West Lexington St, Baltimore, Maryland 21201, présent en République du Congo, et avec son bureau situé avenue du Tribunal, près de l'Ecole Remo. Quartier : Air Afrique Brazzaville », vous invite à participer à un processus d'appel d'offres en vue de sélectionner une entreprise ou société pour les travaux d'aménagement et d'installation d'équipement pour la sécurisation des zones de traitement des échantillons biologiques de cinq (5) laboratoires impliqués dans le diagnostic de la COVID-19 en République du Congo.

Les entreprises intéressées par le présent appel à la concurrence pourront obtenir une copie des documents de cet appel d'offre auprès du bureau de Catholic Relief Services située à l'avenue du Tribunal, près de l'Ecole Remo. Quartier : Air Afrique Brazzaville ou en écrivant un courrier électronique à bidcg@crs.org Les soumissionnaires à cet appel d'offre sont tenus de fournir leur nom et leurs coordonnées (y compris leur adresse électronique) afin qu'ils puissent être informés de toute modification apportée aux documents de l'appel d'offres et/ou recevoir des éclaircissements issus de questions posées par d'autres soumissionnaires.

Les dossiers de proposition d'offres portant la référence AO-N° Congo BU_21_RFGS_73895 doivent être « remis en main propre à l'adresse suivante : Bureau de CRS Congo située avenue du Tribunal, près de l'Ecole Remo. Quartier : Air Afrique Brazzaville » ou « soumises par voie électronique à l'adresse : bidcg@crs.org » au plus tard le 10 Aout 2021 à midi.



EXTENSION DATE DE SOUMISSION APPEL D'OFFRE N° Congo BU_21_RFGS_73895 RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGÉE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU BATIMENT DEVANT ABRITER LE BUREAU DU PNL A BRAZZAVILLE.

Le Programme National de Lutte Contre le Paludisme (PNLP) en partenariat avec le Catholic Relief Services - United States Conférence of Catholic Bishops (« CRS »), une organisation à but non lucratif présent en République du Congo, et avec son bureau situé avenue du Tribunal, près de l'Ecole Remo. Quartier : Air Afrique Brazzaville », vous invite à participer à un processus d'appel d'offres en vue de sélectionner une entreprise ou société pour les travaux de réhabilitation du bâtiment devant abriter le bureau du PNL a à Brazzaville (titre du projet).

Les entreprises intéressées par le présent appel à la concurrence pourront obtenir une copie des documents de cet appel d'offre auprès du PNL sis bureau de Catholic Relief Services située à l'avenue du Tribunal, près de l'Ecole Remo. Quartier : Air Afrique Brazzaville ou en écrivant un courrier électronique à bidcg@crs.org. Les soumissionnaires à cet appel d'offre sont tenus de fournir leur nom et leurs coordonnées (y compris leur adresse électronique) afin qu'ils puissent être informés de toute modification apportée aux documents de l'appel d'offres et/ou recevoir des éclaircissements issus de questions posées par d'autres soumissionnaires.

Les dossiers de proposition d'offres portant la référence AO-N° Congo BU_21_RFGS_73895 doivent être « remis en main propre à l'adresse suivante : PNL sis Bureau de CRS Congo située avenue du Tribunal, près de l'Ecole Remo. Quartier : Air Afrique Brazzaville » ou « soumises par voie électronique à l'adresse : bidcg@crs.org » au plus tard le 10 Aout 2021 à midi.

CÔTE D'IVOIRE

Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo s'engagent pour la réconciliation

Le président ivoirien, Alassane Ouattara, et son prédécesseur Laurent Gbagbo se sont rencontrés pour la première fois, le 28 juillet, depuis la crise post-électorale de 2010-2011.

À l'issue de leur entrevue, les deux personnalités ont fait chacun une déclaration à la presse dans une ambiance conviviale. Laurent Gbagbo a précisé, durant l'entretien avec le président Alassane Ouattara, avoir abordé la question des prisonniers politiques détenus depuis la crise post-électorale de 2010-2011. Dans la foulée, Laurent Gbagbo a lancé un appel à leur libération en laissant comme seul juge le président Alassane Ouattara pour prendre une décision.

« J'étais leur chef de file. Je suis dehors aujourd'hui, mais eux en prison. J'aimerais que le président fasse tout ce qu'il peut pour les libérer », a déclaré Laurent Gbagbo. « *Bien sûr, il y a eu cette crise qui a créé des divergences, mais cela est derrière nous. Ce qui importe, c'est la Côte d'Ivoire et la paix pour notre pays. Comme a dit Laurent,*



il faut avancer, et aller de l'avant. Pour nous-mêmes bien sûr, mais aussi pour les autres générations », a répliqué Alassane Ouattara. Le président Ouattara a éga-

« Bien sûr, il y a eu cette crise qui a créé des divergences, mais cela est derrière nous. Ce qui importe, c'est la Côte d'Ivoire et la paix pour notre pays. Comme a dit Laurent, il faut avancer, et aller de l'avant. Pour nous-mêmes bien sûr, mais aussi pour les autres générations »

lement présenté ses condoléances à Laurent Gbagbo pour le décès de sa mère, décédée pendant qu'il était détenu à la CPI. Il a rappelé que sa propre mère était décédée, alors qu'il était en exil en France, au milieu des années 2000, et que Laurent Gbagbo, alors président, avait facilité son retour.

Alassane Ouattara, qui s'est aussi félicité de la rencontre, a assuré que d'autres réunions avec son prédécesseur seront organisées après août. Ces réunions seront sûrement élargies aux autres figures de la scène politique ivoirienne. Ouattara comme Gbagbo ont insisté sur leur volonté aller de l'avant, vers une véritable réconciliation nationale.

Avec leurs discours portés sur l'avenir, la hache de guerre entre le nouveau et l'ancien chefs d'Etat, semble être définitivement enterrée.

Yvette Reine Nzaba

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Top 10 des armées les plus puissantes d'Afrique francophone en 2021

Le site Globalfirepower a publié le classement des meilleures armées au monde en 2021. On retrouve dans ce classement 35 pays africains classés selon une cinquantaine d'indicateurs.

Parmi les indicateurs, on note, entre autres, le nombre de soldats, le budget alloué pour la défense, l'avancée technologique, le type et le nombre de matériels disposés etc. S'y ajoutent cette année, 3 nouveaux critères (la flotte de ravitailleurs en vol, la flotte de porte-hélicoptères et les forces paramilitaires).

Classement des 10 armées les plus puissantes

1^{er} L'Égypte: 930 000 hommes, dont 450 000 actifs et 480 000 réservistes, 1053 aéronefs, 11 000 blindés, 316 bâtiments de marine et un budget de défense de 10.000.000.000 \$.

2^e L'Algérie: 280 000 hommes, dont 130 000 actifs, 551 aéronefs, 201 navires, 65 patrouilleurs, 8 sous-marins et un budget de défense de 13.904.000.000 \$.

3^e Le Maroc qui se substitue à l'Angola en rang mondial cette année occupe la troisième place avec 310 000 hommes, 243 forces aériennes et 510 artilleries et un budget de défense de 6.000.000.000 \$.

4^e La République démocratique du Congo, qui compte 50 forces aériennes, 20 forces navales, 200 véhicules armés et un budget de défense de 90.000.000 \$.

5^e Le Tchad: 30.500 hommes actifs, 36 forces aériennes, 325 véhicules armés et un budget de défense de 82.210.000 \$.

6^e Le Niger: 5500 hommes actifs; 16 forces aériennes; 180 véhicules armés et un budget de défense de 230.000.000 \$.

7^e Le Mali: 10.000 hommes; 28 forces aériennes; 50 tanks; 265 véhicules armés et un budget de défense de 65.000.000 \$.

8^e Le Cameroun compte 14.500 hommes actifs, 31 forces aériennes, 64 forces navales, 60 artilleries et un budget de défense de 350.000.000 \$.

9^e La Côte d'Ivoire : 25.500 hommes ; 5 forces aériennes; 10 forces navales; 15 tanks et 575.000.000 \$.

10^e Le Congo-Brazzaville compte 10.000 hommes actifs; 13 forces aériennes; 175 tanks; 6 forces navales et un budget de défense de 700.000.000 \$.

N.Nd.

COVAX/COVID-19

La Banque mondiale lance un nouveau programme de financement

La Banque mondiale vient de lancer un nouveau mécanisme de financement, pour faciliter l'achat de vaccins Covid-19 via Covax et obtenir plus de doses dans les pays à faible revenu.

Le lancement officiel a eu lieu le 27 juillet. Les pays qui souhaitent acheter des vaccins via le système de partage des coûts de l'engagement anticipé du marché Covax, via Gavi, l'Alliance du vaccin, qui est censée mélanger les fonds des

mais à surmonter cet obstacle en fournissant une confirmation de paiement au nom de ces pays, permettant plus d'achats à moindre coût.

«Ce mécanisme permettra de nouveaux approvisionnements et permettra aux pays

munié.

Ainsi, environ 50 pays participant au fonds de 20 milliards de dollars de la BM pour le déploiement du vaccin, pourront obtenir la confirmation de paiement de la Banque. Covax a déjà livré 150 millions de doses à 137 pays, avec 92 pays éligibles pour des injections subventionnées, mais le nombre est bien en deçà de ce qui est nécessaire pour lutter contre la pandémie. De nombreux pays à faible revenu ont des taux de vaccination à un chiffre. Covax a été mis en place pour fournir des doses à au moins 20% de la population des pays. Il faudra 11 milliards de doses pour vacciner 70 % de la population d'ici la prochaine réunion du G7 en 2022. Covax devrait délivrer 2 milliards de doses cette année et 1,8 milliard l'année prochaine. Son installation a fait face à un déploiement lent, en partie après que le gouvernement indien ait restreint l'exportation de vaccins en mars dernier en mars.

Noël Ndong



donateurs avec les propres finances du gouvernement, étaient confrontés à de multiples problèmes, notamment concernant la garantie de leurs propres paiements. La Banque mondiale (BM) aidera désor-

d'accélérer l'achat de vaccins. Cela assurera également la transparence sur la disponibilité des vaccins, les prix et les calendriers de livraison », a déclaré le président de la BM, David Malpass, dans un com-

COP 26

Pourquoi le monde a besoin du Congo. Et pourquoi il doit payer pour cela

Dans moins de cent jours, du 1er au 12 novembre prochain, se tiendra à Glasgow en Ecosse la 26^e édition de la COP sur le climat. Une COP cruciale, que John Kerry, l'envoyé spécial pour le climat du président américain Joe Biden n'hésite pas à qualifier de « dernier espoir » si l'humanité veut atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée il y a six ans à Paris.

A savoir, limiter la hausse globale de la température terrestre à 2°, idéalement à 1,5°. On constatera à Glasgow que le compte est loin d'y être. Au rythme actuel, la plupart des spécialistes estiment en effet que l'augmentation due au réchauffement climatique devrait atteindre les 2,5°, voire les 3° dans les scénarios les plus pessimistes, à l'horizon 2040.

Pour le Congo, notre pays, un tel cauchemar climatique se traduirait par une température annuelle moyenne d'environ 28° (contre 25° aujourd'hui) avec des pics à plus de 40 degrés et, d'ici là, une multiplication des pluies d'intensité extrême, causes d'inondations et d'érosions majeures, ainsi qu'une augmentation progressive du niveau de la mer à Pointe-Noire allant jusqu'à 1,5 mètre, engloutissant une partie de notre littoral.

On peut, on doit espérer que les pays industrialisés gros émetteurs de gaz à effet de serre, qui du Canada à la Chine en passant par l'Europe du Nord et la Russie ont connu ces dernières semaines des catastrophes climatiques meurtrières, prendront enfin conscience de leurs responsabilités et... de leurs promesses non tenues. Car sur ce plan aussi, le compte n'y est pas.

Il y a six ans, à Paris, les pays membres du G7 s'étaient engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 pour aider les pays en voie de développement à faire face aux conséquences d'une situation dont les premiers sont les responsables et les seconds, les principales victimes (n'oublions pas que l'Afrique dans sa globalité ne représente que 2 à 3% des émissions de gaz de la planète). Ces cent milliards sont considérés comme un montant plancher, lequel est loin, très loin d'être atteint.



En tant que pays leader de la Commission Climat du Bassin du Congo, que préside le chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso, la République du Congo se rendra à Glasgow la tête haute, forte de sa contribution nationale déterminée révisée et consciente de ses responsabilités, mais aussi avec un cahier de doléances qu'elle entend bien voir satisfaites. La tête haute ? Comment en serait-il autrement quand on sait que le Bassin du Congo

ses deux millions de kilomètres carrés de forêts, notre région dispose, à cheval entre le Congo et la RDC, d'une zone de tourbières qui à elle seule capture 31 gigatonnes de gaz, soit l'équivalent de cinq années d'émissions des Etats-Unis d'Amérique. Cela, nous le rappellerons au monde à la COP 26 de Glasgow. Car si ce monde respire encore, c'est en partie grâce au Bassin du Congo.

De Glasgow à Kunming

Moins d'un mois avant la COP 26, une autre conférence d'importance se tiendra à Kunming en Chine : la COP 15 sur la biodiversité biologique (du 11 au 21 octobre). Un consensus émerge pour dire que la bataille du vivant est, avec la lutte contre le réchauffement climatique, le prochain grand défi de l'humanité. A Kunming comme à Glasgow, la République du Congo entend prendre toute sa part, forte de l'exceptionnelle richesse de sa biodiversité tropicale et de son patrimoine naturel. Cette convention, la plus importante sur ce thème tenu sous l'égide des Nations unies depuis dix ans, définira les objectifs mondiaux en matière de protection de la biodiversité à l'horizon 2030. Ces deux COP ont donc un but commun : que l'homme ne devienne pas lui aussi une espèce menacée de disparition.

représente un quart de la forêt tropicale du monde, avec le plus bas taux de déforestation de toutes les zones forestières majeures.

Comment en serait-il autrement quand on sait que depuis que le Bassin de l'Amazonie est devenu un émetteur net de gaz à effet de serre à cause des incendies et de la déforestation, le Bassin du Congo est aujourd'hui le plus gros capteur net de CO₂ de la planète, jouant ainsi un rôle vital dans la lutte contre le réchauffement climatique. Comment en serait-il autrement quand on sait qu'outre

processus REDD, censé vérifier les réductions d'émissions et déboucher sur des financements, favorise les pays qui les réduisent le plus parce qu'ils ont en réalité déboisé massivement, au détriment de ceux qui, comme le Congo, affichent de faibles taux de réduction pour la bonne raison qu'ils ont su maintenir presque intact leur couvert forestier et donc émettent très peu de gaz à effet de serre.

La vertu ne doit plus être pénalisée et être payée pour le carbone que nous piégeons est la moindre des justices ! Il n'est pas normal enfin que sur le marché dérégulé des crédits carbone la tonne de carbone soit évaluée entre 30 et 50 dollars en Amérique et en Europe, contre à peine une dizaine de dollars en Afrique.

Tout cela doit changer. Tout comme doit cesser le discours accusatoire de certaines ONG, car on ne peut exiger de nous d'arrêter notre développement industriel, infrastructurel, minier sous prétexte que les pays riches et développés ont mené la planète au bord de la catastrophe ! Certes, le gouvernement de la République du Congo est conscient du fait que, comme le dit le président Sassou N'Guesso, « notre développement sera durable ou ne sera pas ».

Nous savons que l'économie verte sera la « success story » de la décennie, avec 35 millions d'emplois liés dans le monde à l'horizon 2030 et que plus aucun investissement digne de ce nom ne se fera chez nous sans prendre en compte les exigences de la durabilité. C'est justement pour cela qu'a été lancé il y a un peu plus de quatre ans à Oyo le Fonds Bleu pour le Bassin du Congo. Ce véhicule financier désormais opérationnel, validé par un cabinet d'audit international et doté de près de trois cents projets précis de développement local et régional issus des contributions de ses douze Etats membres, sera présenté à la COP 26 de Glasgow à des fins d'abondement. De sa réussite dépend une partie de l'avenir de notre planète.

Arlette Soudan-Nonault
Ministre de l'Environnement,
du Développement durable
et du Bassin du Congo

La tête haute donc, mais aussi avec nos propres exigences, lesquelles se résument en une phrase, aidez-nous à vous aider ! Il n'est pas normal en effet d'entendre encore, parmi les pays riches, certains nous dire : « mais pourquoi vous payez pour un processus naturel qui se fait sans vous ? », alors que ce processus est le fruit de 40 ans de politique de conservation, le résultat de choix délibérés et surtout le produit de la vision des chefs d'Etats des pays du Bassin du Congo, en particulier de celle du président Denis Sassou N'Guesso, Il n'est pas normal non plus que le

EXPOSITION

Le salon du livre de Paris devient festival en 2022

Après 40 éditions et deux annulations du fait de la crise sanitaire liée à la Covid-19, le salon du livre de Paris en pleine métamorphose signe son retour en 2022 : changement de lieu, de forme et d'organismes.

Le salon du livre de Paris fera son retour du 21 au 24 avril 2022, sous la forme d'un festival organisé par le Syndicat national de l'édition (SNE) qui a déjà nommé Jean-Baptiste Passé, ancien directeur général des librairies La Procure, comme directeur général du futur événement. Depuis 2016, la direction du salon du livre était assurée par Sébastien Fresneau, cadre de RX France.

Ce «nouveau festival» se tiendra entre «un noyau central parisien» au Grand Palais éphémère, au pied de la Tour Eiffel, et «quelques grands lieux emblématiques de Paris et de sa proche couronne», annonce mardi le SNE dans un communiqué. Le salon du livre se déroulait habituellement à Paris-Expo, grand parc des expositions porte de Versailles.

La transformation du salon en festival intervient après l'expiration du contrat, non renouvelé, entre le SNE et Reed Expositions France, devenu RX France, jusqu'ici coorganisateur de l'événement.



«La transformation du salon du livre en festival revêt une double exigence économique et culturelle», déclare le futur

directeur du festival Jean-Baptiste Passé, qui prendra ses fonctions en septembre 2021. Le SNE était en recherche d'un

Stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo au Salon Livre Paris

nouveau modèle, car de plus en plus de groupes d'édition se détournent de l'événement. Dès avant les annulations des

éditions 2020 et 2021, le salon souffrait de l'absence de deux grands groupes français, Hachette (Grasset, Fayard, Stock, Calmann Lévy etc.), qui n'y envoyait plus que certaines maisons, et Madrigall (Gallimard, Flammarion, POL, J'ai lu, Denoël, etc.), qui officiellement se concentre sur «l'international». L'institution conserve néanmoins un certain succès auprès du public. La dernière édition en date, la 39e, en mars 2019, avait attiré 160.000 visiteurs, 3.000 auteurs et 1.200 exposants.

Entre-temps, le Salon du livre africain de Paris se tiendra du 24-26 septembre 2021 à Paris. «Un salon censé répondre à l'absence d'un tel événement dédié à la littérature africaine, ou, censé faire découvrir la diversité et la singularité d'une littérature en pleine métamorphose qui voit naître une nouvelle génération d'écrivains dont le style et la manière racontent "les Afriques" d'aujourd'hui», estiment les organisateurs.

Marie Alfred Ngoma avec l'AFP



Joyeux Anniversaire

En ce jour du 29 juillet,

Les anniversaires sont remplis des souvenirs d'hier, des joies d'aujourd'hui et des rêves de demain, une journée spéciale pour une personne spéciale Mr padire, je te souhaite beaucoup de bonheur et surtout longue vie pour accomplir plus de belle chose...

Bon anniversaire Mr

Padire Dany Danzoumbe

SCÈNE

Coup de projecteur sur Paris afro-dances festival

À l'heure où reprend le spectacle vivant d'après Covid-19, en respect de la jauge en vigueur, Paris offre durant trois jours : évasion, découverte, surprise, décompression, festivité, amusement, sport.

Invitation est faite à Paris afro-dances festival, du 9 au 11 août 2021, juste aux pieds de la Tour Eiffel, pour apprendre à bouger sur les dernières tendances de: Burna Boy; Maître Gims; Fally Ipupa à travers l'afro-beats; le ndombolo; coupé-décalé et plus. Ce festival se tiendra au Gymnase Émile-Anthoine à Paris, dans le 15^e arrondissement, et sera ouvert au public âgé de 13 ans et au-delà. Au programme, entre 12h et 18h30, des stages d'une durée de 1h30 chacun, pour apprendre les danses africaines urbaines : afrohouse; afro-beats; ndombolo; afro-fusion; coupé-décalé; kudoro; Azonto et bien d'autres. Des professeurs de renom connus à la profusion et aux métamorphoses incessantes de ces danses seront présents.



Parmi ceux ayant déjà donné leur accord, nous pouvons citer : Lionel Vero; Boun Dancer; Xtana; Low; Bombastiik; Jay Jay; Koby; Joël; Leandre; Denatora et le tandem Dee et Popaul. En soirée, de 18h30 à 22h, sera proposée une pratique ou une danse libre au son d'un mix DJ professionnel. Les organisateurs préviennent qu'il n'est pas né-

cessaire d'avoir des bases de danse pour profiter de cet événement. «Vous ressortirez de cet événement souriant, exténué, mais surtout avec un esprit de coordination, d'agilité, d'aisance, d'élégance et de partage», garantissent-ils en respect de toutes les contraintes liées à la Covid-19.

M.A.N.

Frédéric Daniel Kakou Malonga, Brice Batantou, Kapela Luvuezo et la veuve Siassia ont le plaisir d'annoncer aux parents, amis et connaissances l'an 101 de leur soeur, mère et grand-mère **Madeleine Koulossa Malonga (Mado)**.

Que le Seigneur lui accorde encore quelques années afin qu'elle atteigne l'âge de sa defunte grand-mère, décédée à **130 ans**.

Joyeux anniversaire Mado !





QUIBDO AFRICA FILM FESTIVAL

14-18
SEPTEMBRE
2021



Liputta Swaaga collection | Rev Manguuta / © Culture Trip

SANGA BALENDE

Adel Mohamed Osman revient aux commandes du staff technique



En attendant le verdict du recours à introduire au Tribunal arbitral du sport (TAS) sur l'affaire de recrutements frauduleux au sein du Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa, la formation de Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi, finaliste malheureux de la 56e Coupe du Congo de football, a engagé un autre entraîneur principal. En fait, il s'agit du technicien égyptien Adel Mohamed Osman, actuellement à séjour à Kinshasa pour la finalisation de sa venue. Le club a déjà annoncé le retour de l'Égyptien sur sa page web officiel : « *Le coach Adel Mohamed Osman est déjà à Kinshasa, c'est lui qui prendra les commandes du staff technique des Anges et Saints de Mbuji-Mayi cette saison* », peut-on lire sur la page officielle du club.

Le technicien venu du pays des pharaons a déjà été sur le banc des Anges et Saints de la province du Kasai oriental en 2013, sous l'égide d'Alphonse Ngoy Kasanji, ancien président du club sang et or de Mbuji-Mayi et ancien gouverneur de province. L'entraîneur Dauda Lupembe de Maniema Union de Kindu a été à l'époque son adjoint au staff technique de Sanga Balende. Outre le club de Mbuji-Mayi, Adel Mohamed Osman a déjà entraîné le CS Makiso de Kisangani dans l'ex-province orientale, aujourd'hui chef-lieu de la province de Tshopo. Il a été également coach d'Al Ahly du Caire en Egypte, et du FC 105 de Libreville au Gabon. Il remplace à ce poste l'entraîneur Chico Mukeba qui a succéder à Andy Magloire Futila, avec la mission de qualifier le club pour la C2 africaine. Mais le coach Chico Mukeba n'a visiblement pas atteint son objectif qui passait par une victoire en finale de la Coupe du Congo.

Martin Enjimo

CECAFA U23 2021

Deuxième défaite de la RDC face à l'Ouganda

Les Léopards U23 de la République démocratique du Congo ont été battus, le 26 juillet, à Bahir Dar en Ethiopie, par zéro but à un, en match de classement pour la cinquième place de la 61e édition du tournoi du Conseil des fédérations de football de l'Afrique de l'Est et du centre (Cecafa) de moins de 23 ans. C'est la deuxième défaite des joueurs du sélectionneur Jean Claude Loboko, après celle subie contre la Tanzanie en match de poules.

Pour ce deuxième face-à-face avec les Cranes d'Ouganda après l'égalité de zéro but partout en match de groupe, les jeunes congolais n'ont pas pu garder leur cage inviolée. L'unique but de la partie a été l'oeuvre de l'attaquant ougandais Najib Yiga. Notons que les Léopards U23 ont disputé trois matchs au cours de ce tournoi, avec un bilan morose de deux défaites, un match nul et zéro but marqué. Ils joueront le mercredi 28 juillet contre les Walyas d'Ethiopie (pays hôte du tournoi) pour la septième du tournoi.

M.E.

JO TOKYO BOXE

David Tshama bat Seyi Ntsengue



David Tshama en plein affrontement avec Seyi Ntsengue

Le boxeur congolais David Tshama Mwenekabwe a eu raison du Camerounais Dieu-donné Seyi Ntsengue, le 26 juillet, à l'Arena de Kokugikan aux 32es Jeux olympiques de Tokyo (JO). Dans ce combat des poids moyens (69 à 75 kg) serré, le Congolais qui avait déjà battu son adversaire lors des qualifications pour ces JO, en janvier 2020 à Diamniadio au Sénégal, l'a emporté sur décision de trois juges sur deux. Le prochain adversaire de David Tshama en huitièmes de finale, c'est le Haïtien Val-sain JR Darrelle résidant aux

Etats-Unis qui a été exempté des seizièmes de finale.

David Tshama entre un peu dans l'histoire de la participation congolaises aux JO, étant le quatrième boxeur à battre son adversaire au premier tour. En 1984 aux JO de Los Angeles, le poids Welter Kitenge Kitangawa avait battu le boxeur Lepha Tsaphi du Lesotho lors de son premier combat, et aux JO de Séoul en 1988, le poids moyen Serge Kabongo et le poids coq Ibi Bongo Nduita avaient remporté chacun son premier combat, respectivement face au

boxeur James Ywatt de Vanuatu et au Tanzanien Aji Allie.

Notons que l'athlète congolaise Naomie Katoko Kasumpata a été disqualifiée en taekwondo à cause du surpoids de 300 grammes, selon la Fédération congolaise de taekwondo, en démentant la rumeur de la grossesse de l'athlète devenue virale dans les réseaux sociaux. Elle devrait affronter en huitièmes de finale l'Ivoirienne Ruth Gbagbi chez les -67 kg. L'athlète a donc quitté la compétition sans avoir combattu.

M.E.

TRANSFERTS

Gaius Makouta passe de Braga au Boavista

L'international congolais s'est engagé ce mardi en faveur du Boavista FC, pensionnaire de Liga Sagres, l'élite portugaise

Le jour de ses 24 ans, le milieu international congolais s'est offert un beau cadeau : un contrat de 3 ans signé en faveur du second club de Porto, le Boavista FC.

Il a passé avec succès la visite médicale et est à la disposition de son entraîneur.

Reste à savoir s'il sera prêt physiquement pour la reprise du championnat, le 9 août à Gil Vicente, puisqu'il n'a pas joué les matches de préparation de l'équipe première du SCB. Le natif de Beaumont-sur-Oise, en région parisienne, quitte ainsi le SC Braga où il s'était engagé en janvier 2019, sans disputer le moindre match avec l'équipe première (14 matches, 2 buts et 4 assistances avec la réserve). Notons que Braga conserve 50 % des droits économiques du joueur.

C'est à l'occasion de son prêt de 18 mois à Beroe que ce milieu axial puissant et technique, a gagné ses galons d'international congolais : 8 buts, 4 passes décisives en 30 matches du championnat bulgare.

Auparavant passé par l'Irlande (8 matches de 1re division avec Longford Town), la Grèce (6 matches avec l'Aris Salonique) et le SC Covilha (47 matches de 3e division), Makouta devrait donc se stabiliser à Boavista.

Champion du Portugal en 2001, le deuxième club de Porto s'est sauvé de justesse en fin de saison dernière, après être revenu dans l'élite en 2014-2015. Le club au damier noir et blanc avait été relégué pour fait de corruption en 2e division en juin 2008, puis était tombé en 3e division.

Les Panthères, sous la houlette de Joao Pe-

dro Sousa, espèrent redevenir un club qui compte au Portugal. Avec plus de 6 millions d'euro dépensés pour sept recrues, le demi-finaliste de la Ligue Europa 2003 veut retrouver la lumière. A Gaius Makouta d'allumer les projecteurs.

Tréllissac FC : Ngassaki arrive, Loumingou prolonge, Ibayi s'en va

Ça bouge du côté du Tréllissac FC avec l'arrivée, parmi d'autres recrutements, d'Exaucé Ngassaki

L'attaquant formé à la La Djiri est recruté par le club de la banlieue de Périgueux, en Dordogne, qui évoluera dans le groupe D du championnat de National 2.

Passé par la réserve de Caen en N2, avec Durel Avounou, puis par le National 3 du côté de la Bretagne (Brest B, Plabennec puis Saint-Colomban-Locminé), le Brazzavillois défendait les couleurs de Chamlières la saison dernière (2 buts en 9 matches de N2).

En quittant l'Auvergne, Ngassaki ne s'entraînera plus avec Bitsamou et Trey Vimalin, mais il croisera leur route puisque Chamlières et Tréllissac sont dans le même groupe. Dans le Périgord, l'ancien Caennais (2 minutes de jeu en Ligue 1) retrouvera Juvrel Loumingou, qui a prolongé d'une saison avec le TFC. En revanche, il ne fera pas la connaissance de Christopher Ibayi.

L'attaquant de 26 ans s'est en effet engagé en faveur de Versailles, qui figure dans le groupe A.

Camille Delourme

DISTINCTION

Ntumba Luaba désigné notable africain et ambassadeur universel de la paix pour tous

Ce mois de juillet finissant est significatif au Conseil universel de la paix pour les nations et les continents (Culpac). Cette structure non gouvernementale basée à Kinshasa et rayonnant à l'international a lancé récemment son programme intitulé « Quinzaine de la paix pour tous », axé sur une campagne de sensibilisation à l'instauration d'un Etat de droit et la démocratie en République démocratique du Congo (RDC), en appui à la vision du président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Le lundi 26 juillet, la direction générale du Culpac conduite par Daniel Santu Biko a désigné, le 26 juillet, le Pr Alphonse Ntumba Luaba comme étant notable africain et ambassadeur universel de la paix pour tous au sein du Culpac. « Notre démarche concernant notre campagne de sensibilisation à l'Etat de droit et la démocratie durant cette quinzaine est non propagandiste et surtout non flatteur, mais reconnaissant la liberté et la dignité de toutes personnes qui vit présentement en paix dans notre pays... », a souligné Daniel Santu Biko. Et de justifier le choix du Pr Ntumba Luaba par le fait que ce dernier a sacrifié et risqué sa vie au profit des autres, en soutenant la paix.

Dans son mot, Alphonse Ntumba Luaba a déclaré d'emblée : « Je n'ai pas l'habitude de recevoir des prix, c'est peut-être un de premiers que je reçois. Mais le véritable prix, c'est dans les cœurs et la reconnaissance des hommes et de mes compatriotes... ». Et Culpac, a-t-il poursuivi, a en fait concrétisé cette reconnaissance dans les cœurs. Alphonse Ntumba Luaba a paraphrasé Daniel Santu Biko qui s'était référé dans son speech aux béati-



Ntumba Luaba désigné ambassadeur universel de la paix pour tous

tudes, particulière la béatitude ayant trait à la paix et qui dit qu'heureux les artisans et faiseurs de paix car ils seront appelés fils de Dieu.

Par rapport au thème choisi sur la « Quinzaine de la paix pour tous » du Culpac relatif à l'instauration d'un Etat de droit et la démocratie, Ntumba Luaba a dit : « C'est heureux de choisir le thème de l'Etat de droit et

la démocratie, car sans l'Etat de droit, il ne peut y avoir de paix. Là où il n'y a pas la force de la loi, la force de loi, c'est la loi de la jungle, c'est le droit de la force qui règne, c'est pourquoi il faut toujours promouvoir l'Etat de droit... On ne réalise jamais la paix seul, il faut être à plusieurs et marcher dans la même direction... Cette reconnaissance est aussi

celle de tous ceux qui m'ont accompagné sur ce cheminement de la paix... La paix, il faut d'abord la planter, la faire germer dans l'esprit des hommes, dans des séminaires et des cérémonies. Nous avons aussi Denis Mukwege, un ami personnel qui œuvre beaucoup pour la paix qui a reçu le prix Nobel de la paix. La paix, si on la veut durable, il faut savoir

la transmettre, non seulement par des messages, mais aussi par des armes et des instruments de paix, à d'autres générations ».

Coordonnateur du Panel chargé d'accompagner le mandat du président de la République Félix Antoine Tshisekedi à la tête de l'Union africaine, ce docteur en droit de l'Université de Nancy en France a exercé des fonctions politiques importantes, ayant été député national, vice-ministre de la Justice du feu président Laurent-Désiré Kabila, ministre des Droits humains, secrétaire général du gouvernement de transition. Retenu en otage par l'ancien rebelle Thomas Lubanga et sa milice en 2002, Alphonse Ntumba Luaba a dirigé le Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-rebelles en 2007. En 2009, il a été secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes de la Communauté économique des pays de Grands lacs, avant de prendre la commande de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs en 2011 pour quatre ans. Il est aussi professeur de droit international public à l'Université de Kinshasa.

Martin Engimo

ESPACE CULTUREL YARO

Des ateliers vacances pour les enfants

Lancés le 20 juillet, les ateliers vacances dédiés aux enfants de 5 à 15 ans vont se poursuivre jusqu'au 18 septembre. Et les inscriptions vont être clôturées le 31 juillet. Comme l'an dernier, cette année, l'espace culturel Yaro, situé derrière l'hôpital général de Loandjili, offre la possibilité aux enfants de se retrouver pour des moments d'apprentissage, de découverte et de joie à travers les ateliers qu'il organise. Ceux-ci concernent diverses activités (théâtre, danse, musique, conte, lecture et éducation à la citoyen-



Les enfants lors de la restitution des ateliers vacances de l'année dernière

neté) qui ont été initiées, a confié Pierre Mabiala, directeur de cet espace, en vue «de proposer aux enfants des loisirs sains qui les détournent de l'oi-

siveté et aussi préparer leur mental à la prise de parole en public». Outre les ateliers, les enfants vont avoir droit à une excursion (visites

touristiques) des monuments historiques de la ville et de ses environs (musées, monuments, repères identitaires...). Les parents peuvent en-

core inscrire leurs enfants jusqu'à la fin du mois pour leur donner la possibilité de passer les vacances en se cultivant.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

MODERNISATION DE KINSHASA

Les derniers réglages en Egypte du projet "Kitoko new city"

Faisant partie de l'équipe gouvernementale qui accompagne le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde au Caire en Egypte, le ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire, Me Guy Loando Mboyo, a expliqué l'objet de leur mission au pays d'Abdel Fattah al-Sissi.

La délégation du gouvernement Sama Lukonde en Egypte est allée finaliser les négociations et déterminer le montage financier pour la matérialisation du projet immobilier "kitoko New city" destiné à décongestionner la ville de Kinshasa par la création d'une nouvelle cité moderne aux standards internationaux dans la commune urbano- rurale de Maluku.

«C'est pour finaliser les négociations, structurer les types de financement, la durée des travaux, les différentes dates, les étapes d'exécution du projet, la disponibilité foncière, toutes ces questions, c'est le sens même de notre visite en Egypte», a expliqué le ministre d'Etat chargé de l'Aménagement du territoire qui a, par ailleurs, souligné : «Nous avons échangé avec le consortium des sociétés qui sont impliquées dans le projet tant sur le plan de la



situation de la transaction que sur le plan de l'exécution des travaux sur place à Kinshasa»,

Le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a -t-

il renchérit, était venu en Egypte rencontrer son homologue égyptien. De cette rencontre, il s'est dégagé une volonté ferme des chefs d'Etats de répercuter l'expérience égyptienne qui a

Les membres de la délégation congolaise permis à ce pays de se doter d'une nouvelle ville, pour décongestionner la ville du Caire. C'est cette expérience qui a inspiré le chef de l'Etat pour envisager le même type de projet à Kinshasa».

Me Guy Loando Mboyo a affirmé que c'est dans le cadre de la mise en oeuvre effective du projet Kitoko New city que le Premier ministre, chef du gouvernement, Sama Lukonde, conduit la délégation gouvernementale constituée de quatre ministères sectoriels directement concernés par ledit projet. Pour lui, il est important d'étendre la ville de Kinshasa dont la capacité d'accueil ne répond plus au nombre d'habitants. Selon Guy Loando Mboyo, la matérialisation du projet Kitoko New city permettra de prévenir l'explosion démographique de la ville de Kinshasa. «Gouverner c'est prévoir. Donc, le chef de l'Etat est dans la prévision pour que la situation démographique ne vienne pas nous emporter, qu'on puisse déjà anticiper. Voilà le sens de notre visite en Egypte », a -t-il conclu.

Blandine Lusimana

KINSHASA

Lancement des travaux de construction du poste électrique 220KV de Kinsuka

Grand artisan du secteur de l'énergie électrique en République démocratique du Congo, le président Félix Tshisekedi a procédé, le 27 juillet, à Kinsuka dans la commune de Mont Ngafula, à la pose de la première pierre pour la construction du poste 220KV de Kinsuka et des réseaux de distribution associés.

Fruit de la coopération sino-congolaise, ce projet vient en complément de la centrale hydroélectrique de Zongo II. Plus au moins 2 millions d'habitants en seront bénéficiaires. Premier réseau de distribution automatisé en RDC, le poste de Kinsuka est composé d'un système de contrôle et commande du réseau moyenne tension, soixante-huit cabines de distribution, deux postes de réflexion, 100 km de canalisations MT, 1600 km de canalisations BT, 42.000 compteurs intelligents avec système de gestion.

Une plus grande couverture de Kinshasa

Ce gigantesque projet d'une durée de vingt-quatre mois s'est assigné plusieurs objectifs : absorber au maximum l'énergie électrique de la centrale hydroélectrique de Zon-

go 2, doter la Snél d'un réseau de distribution automatisé dans la zone de Kinsuka et ses environs, accroître la disponibilité en électricité dans la ville province de Kinshasa, augmenter le niveau de couverture électrique dans la ville de Kinshasa et dans tout le pays, augmenter les revenus de la Snél grâce à l'installation des compteurs prépayés, promouvoir le développement économique et social de la région ouest de Kinshasa et consolider l'interconnexion des réseaux régionaux.

La zone du projet couvre toute la ville de Kinshasa à travers les lignes de transmission haute tension vers les injecteurs existants en particulier. Le nouveau réseau de

distribution va être développé dans la partie ouest de la ville de Kinshasa, notamment les communes de Mont Ngafula et de Ngaliema. De ses impacts sur la ville de Kinshasa, on peut citer son apport de 150 MW, soit 27% de plus sur la pointe de la ville avec, pour conséquence, la réduction de 21% sur le délestage ; l'accroissement de 42.000 clients (+ 10%) à l'instant initial de mise en service des installations ; l'augmentation de 150.000 ménages électrifiés (+13%) ; l'amélioration du taux d'accès à l'électricité qui passera de 53% à 60%.

Ce lancement a connu la présence, outre du directeur de la Snél, du président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo, du président de l'Assemblée nationale, Mboso Kodja Puanga, du ministre des Ressources hydrauliques et Elec-

tricité, et du gouverneur de la ville province de Kinshasa, Gentiny Ngobila. Ce dernier a pris la parole en premier pour exhorter la population kinoise à accompagner ce projet qui traduit la vision du «Peuple d'abord», cheval de bataille du mandat du chef de l'Etat. Ablavie Eboma, conseiller principal du chef de l'Etat chargé des Mines et Energie a brossé l'historique du site abritant ces travaux avant de rappeler la remise en service de plusieurs centrales électriques abandonnées. Shangai électrique et la Snél doivent travailler la main dans la main pour la réussite du projet, a-t-il déclaré.

Vision du chef de l'Etat

Le directeur général de la Snél, Jean Bosco Kayombo Kayan, a félicité le président Tshisekedi qui matérialise sa

vision. Il a estimé que l'électricité est au cœur du développement. Le représentant de Shangai électrique, Vincent Qin, a fait savoir que ce projet est le plus important parmi les réalisations sino-congolaises. Shangai électrique prend l'engagement de suivre les travaux, de s'assurer de leur qualité et de livrer la marchandise dans les délais. Il espère que son entité va surmonter les difficultés en synergie avec la Snél.

L'ambassadeur de Chine en RDC, Zhu Jing, s'est, pour sa part, apesanti sur le partenariat stratégique entre la Chine et la RDC. Le ministre des Ressources hydrauliques et Electricité, Eustache Muhanzi Mubembe a, quant à lui, présenté un bref aperçu du projet ainsi que l'apport du gouvernement dans cet ambitieux projet.

Alain Diasso

KINSHASA

Lancement des travaux de construction du poste électrique 220KV de Kinsuka

Grand artisan du secteur de l'énergie électrique en République démocratique du Congo, le président Félix Tshisekedi a procédé, le 27 juillet, à Kinsuka dans la commune de Mont Ngafula, à la pose de la première pierre pour la construction du poste 220KV de Kinsuka et des réseaux de distribution associés.

Fruit de la coopération sino-congolaise, ce projet vient en complément de la centrale hydroélectrique de Zongo II. Plus au moins 2 millions d'habitants en seront bénéficiaires. Premier réseau de distribution automatisé en RDC, le poste de Kinsuka est composé d'un système de contrôle et commande du réseau moyenne tension, soixante-huit cabines de distribution, deux postes de réflexion, 100 km de canalisations MT, 1600 km de canalisations BT, 42.000 compteurs intelligents avec système de gestion.

Une plus grande couverture de Kinshasa

Ce gigantesque projet d'une durée de vingt-quatre mois s'est assigné plusieurs objectifs : absorber au maximum l'énergie électrique de la centrale hydroélectrique de Zongo 2, doter la Snél d'un réseau de distribution automatisé dans la zone de Kinsuka et ses environs, accroître la disponibilité en électricité dans la ville de Kinshasa, remédier à certaines lacunes dans l'approvisionnement en électricité dans la ville province de Kinshasa, augmenter le niveau de couverture électrique dans la ville de Kinshasa et dans tout le pays, augmenter les revenus de la Snél grâce à l'installation des comp-

teurs prépayés, promouvoir le développement économique et social de la région ouest de Kinshasa et consolider l'interconnexion des réseaux régionaux.

La zone du projet couvre toute la ville de Kinshasa à travers les lignes de transmission haute tension vers les injecteurs existants en particulier. Le nouveau réseau de distribution va être développé dans la partie ouest de la ville de Kinshasa, notamment les communes de Mont Ngafula et de Ngaliema. De ses impacts sur la ville de Kinshasa, on peut citer son apport de 150 MW, soit 27% de plus sur la pointe de la ville avec, pour conséquence, la réduction de 21% sur le délestage ; l'accroissement de 42.000 clients (+ 10%) à l'instant initial de mise en service des installations ; l'augmentation de 150.000 ménages électrifiés (+13%) ; l'amélioration du taux d'accès à l'électricité qui passera de 53% à 60%.

Ce lancement a connu la présence, outre du directeur de la Snél, du président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo, du président de l'Assemblée nationale, Mbose Kodja Puanga, du ministre des Ressources hydrauliques et Electricité, et du gouverneur de la ville province de Kinshasa, Genty Ny Ngobila. Ce dernier a pris la pa-



Le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi posant la première pierre de la construction du poste électrique 220KV

role en premier pour exhorter la population kinoise à accompagner ce projet qui traduit la vision du "Peuple d'abord", cheval de bataille du mandat du chef de l'Etat. Ablavie Eboma, conseiller principal du chef de l'Etat chargé des Mines et Energie a brossé l'historique du site abritant ces travaux avant de rappeler la remise en service de plusieurs centrales électriques abandonnées. Shangai électrique et la Snél doivent travailler la main dans la main pour la réussite du projet, a-t-il déclaré.

Vision du chef de l'Etat

Le directeur général de la Snél, Jean Bosco Kayombo Kayan, a félicité le président Tshisekedi qui matérialise sa vision. Il a estimé que l'électricité est au cœur du développement. Le représentant de Shangai électrique, Vincent Qin, a fait savoir que ce projet est le plus important parmi les réalisations sino-congolaises. Shangai électrique prend l'engagement de suivre les travaux, de s'assurer de leur qualité et de livrer la

marchandise dans les délais. Il espère que son entité va surmonter les difficultés en synergie avec la Snél.

L'ambassadeur de Chine en RDC, Zhu Jing, s'est, pour sa part, appuyé sur le partenariat stratégique entre la Chine et la RDC. Le ministre des Ressources hydrauliques et Electricité, Eustache Muhanzi Mubembe a, quant à lui, présenté un bref aperçu du projet ainsi que l'apport du gouvernement dans cet ambitieux projet.

AD



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.










Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



DIPLOMATIE

Le Congo et Cuba continuent leur coopération multisectorielle

A l'occasion de la célébration de la révolution cubaine, Claudia Lorena Fernandez, consul de Cuba au Congo, a animé à Pointe-Noire une conférence de presse sur la coopération entre Cuba et la République du Congo.

Le 26 juillet de chaque année, le peuple cubain commémore sa révolution dirigée par Fidel Castro, Che Guevara et leurs alliés qui ont destitué le gouvernement autoritaire cubain de Fulgencio Batista aidé par les Américains. Et le Mouvement du 26 juillet qui a évincé Batista du pouvoir le 1er janvier 1959 va ainsi mettre des réformes plus socialistes pour ensuite devenir le Parti communiste cubain en octobre 1965.

Ce rappel historique a été fait par la diplomate cubaine qui a aussi axé sa communication sur la coopération multisectorielle entre Cuba et le Congo. Une coopération au beau fixe marquée par des échanges multiples dans les domaines de l'armée, l'élevage, la culture, l'éducation, la médecine avec la formation de nombreux étudiants et élèves congolais dans les universités et écoles de la grande île.

Dans la ville océane, l'illustration des relations entre les deux pays a été faite avec



La photo de famille après la conférence de presse du consul de Cuba/Adiac

la campagne de prévention, sensibilisation et dépistage du diabète, de la tension artérielle et du cancer du sein dans les Centres de santé intégrés de Ngoyo et de Djeno. L'activité a eu lieu en

présence de José Antonio Garcia Gonzalez, ambassadeur de Cuba au Congo. Une opération humanitaire menée pendant deux jours par sept médecins cubains et douze médecins volontaires congo-

lais sortis des écoles de médecine de Cuba. Elle a reçu l'assentiment et l'adhésion de la population, a dit Genest Wilfried Paka Banthoud, administrateur-maire de l'arrondissement 6 Ngoyo.

Pour le consul de Cuba au Congo, cette coopération qui date de près de cinq décennies va davantage se développer et s'étendre aussi dans d'autres secteurs comme le souhaitent les autorités des deux pays. Présents à l'activité, les anciens étudiants congolais sortis des écoles de Cuba ont soutenu à travers une déclaration le peuple cubain qui se bat depuis des années au blocus qui lui a été imposé. Pour cela, il demande le soutien de la communauté internationale.

En louant l'apport de Cuba dans la lutte de libération de plusieurs pays en Afrique et de son apport dans le développement de ces derniers, le maire de Ngoyo après avoir remercié ses hôtes cubains, pour le travail abattu dans son arrondissement, s'est joint au souhait exprimé par le député-maire de la ville, Jean-François Kando, de voir cette opération s'étendre aussi dans les quartiers périphériques de la ville.

Hervé Brice Mampouya

CHAMPIONNAT DÉPARTEMENTAL DE FOOTBALL D2

Les résultats de la 9^e journée

Le championnat départemental de football de la Ligue de Pointe-Noire deuxième division s'est poursuivi, cette semaine, dans les différents stades de jeux de la ville.

Les résultats suivants ont été enregistrés dans le cadre des matches de la 9e journée.

Murima -Flamme : 2-1

Réal Passion- Munisport : 3-5

Racing club- Jeune Mokanda : 1-1

AGF (b) ECFFC : 2-4

FC Miracle-TP Caïman: 1-1

Ecole Ngoma-Academy16: 0-2

TP Avenir- Crapda: 0-0

Bosco Lumière-Generation Miracle: 3-0

La Bache- Athletico club: 1-1

Union sport- Etoile d'Or : 0-7

Charlem Léa Itoua

PATRONAT

La Cogépaco installe les bureaux de la ville océane et du Kouilou

En séjour de travail dans la ville océane, Jean Galissamy Ibombot, président de la Confédération générale du patronat du Congo (Cogépaco), a installé récemment les bureaux départementaux de Pointe-Noire et du Kouilou de cette organisation professionnelle.

Après une longue période de léthargie, la Cogépaco avait donc besoin d'un sang neuf et des instances définitives pour mieux mener à bien ses activités et profiter des opportunités. Conduite par Jean Galissamy Ibombot, qui avait à ses côtés le premier vice-président et directeur de cabinet du président confédéral, la délégation nationale a mis en place les bureaux de Pointe-Noire et du Kouilou qui seront dirigés respectivement par Rufin Stanislas Balouboula dans le département de Pointe-Noire et Bernard Tchibinda Djimbi choisi pour diriger le bureau du Kouilou.

A la tête de leurs bureaux respectifs de six membres chacun, les deux présidents ont la lourde respon-

sabilité de faire aboutir les objectifs de la Cogépaco, à savoir défendre les intérêts moraux des membres, développer les petites moyennes entreprises, les petites moyennes industries, les petites moyennes entreprises agricoles et artisanales, petites moyennes entreprises forestières et financières en vue de leur participation aux performances économiques et la création d'emplois. Elle a aussi pour objectif de former les chefs d'entreprises, contribuer au partenariat d'affaires gagnant-gagnant des membres dans le cadre de la zone de libre-échange continentale.

Après avoir installé les deux bureaux, le président confédéral de la Cogépaco a demandé aux différents

présidents de cultiver durant leur mandat l'esprit d'amabilité, d'écoute et de fermeté, gage de la réussite et du succès de l'organisation. « Vous allez beaucoup voyager afin d'acquiescer en tant que chefs d'entreprises et responsables de la Cogépaco l'expérience des autres en la matière », a-t-il dit. Et de les exhorter à initier des projets et initiatives diverses pouvant être financés par l'Etat et les partenaires étrangers. Dans son adresse aux membres de la Cogépaco, il leur a prié d'être en conformité avec les dispositions légales et réglementaires qui régissent les entreprises dans le pays en payant régulièrement les impôts, les taxes sans oublier l'actualisation du NIU et des

autres documents exigés par les différentes administrations publiques. Le vice-président de la Cogépaco a insisté sur la formation des membres et des nouvelles adhésions à la Cogépaco qui doivent être initiées par les deux bureaux.

Conscients de l'immensité de la tâche qui les attend, les deux présidents ont promis relever le défi mais avec l'aide de tous les adhérents et membres affiliés. Signalons que la Cogépaco est une organisation syndicale, patronale, apolitique, libérale, non confessionnelle indépendante sortie des cendres de Cosypaco. Elle existe depuis le 17 août 1998 et a pour siège national Brazzaville.

H.B.M.

FESTI'BRAZZA

La 5e édition placée sous le signe de la résilience

Après une année d'absence imposée par la pandémie de covid-19, le Festi'Brazza revient cette année avec la tenue de sa 5e édition le 30 juillet à la préfecture de Brazzaville. Débats, chant, humour et danse sont au programme de cette rencontre culturelle, prônant la mixité sous toutes ses formes.

Bien que la crise sanitaire liée au covid-19 soit toujours d'actualité et qu'elle ait eu un impact important sur les actions de l'Association kirikou événement (AKE), organisateur du Festi'Brazza, cela n'empêchera pas la tenue de la 5e édition de la manifestation culturelle, dont le but est de favoriser la mixité autour des échanges et de différentes sortes d'arts. « *Les gestes barrières pour se protéger de ce virus sont un frein pour organiser des rassemblements grand public. Cependant, l'un des seuls moyens pour pouvoir traverser cette crise en minimisant les impacts négatifs est*

de rester solidaire, d'être flexible et de réinventer nos méthodes de travail », a confié Magloire Sitou, fondateur de l'AKE et promoteur de l'événement.

Depuis 2014, le festival s'emploie à réunir la jeunesse et à lui donner la parole pour qu'elle donne son opinion sur des sujets qui la préoccupent. A en croire les organisateurs, la jeunesse congolaise comme la jeunesse africaine est une jeunesse confrontée à divers défis, que ce soit sur le plan économique, éducatif, social ou encore dans la quête de l'emploi. « *Nous pensons qu'une approche trop négative ne permettra pas à cette jeunesse de*

se réaliser. Les rencontres débats permettent donc de crever l'abcès sur ces problématiques et de tenter d'apporter des éléments de réponse. Cela sans ignorer toutes les difficultés possibles qui existent dans le pays », a détaillé Magloire.

C'est donc dans cette approche participative, pédagogique et sociale que la 5e édition du Festi'Brazza prévoit deux conférences débats sur les thèmes « Covid-19 : Comment avons-nous réinventé le quotidien » et « Qu'est-ce être Africain au 21e siècle ? ». Outre ces moments d'échanges, le festival prévoit également plusieurs activités autour du chant,

de la danse hip-hop et traditionnelle, de l'humour et de la mode. La particularité de l'édition de cette année est l'implication massive des femmes dans son organisation. « *Elles sont nombreuses à y avoir cru et à s'être données corps et âme pour que cette 5e édition puisse se tenir. Pour moi, ce sont des héroïnes et le public les découvrira toutes ce 30 juillet* », a déclaré Magloire Sitou. Dans le même élan, l'événement aura pour marraine l'artiste-musicienne italo-congolaise Lesly Felma. Kénio le « loveur » espagnol, Armée street, Bel ange, Holligan et Young Black sont, par ailleurs, les artistes qui

ambianceront cette journée culturelle dont l'accès au public est gratuit dans la limite des places disponibles. Notons que l'AKE est un rassemblement ayant pour vocation de valoriser toutes les formes d'expression artistique (musique, danse, peinture, sculpture, littérature...) à travers différents projets culturels prônant la diversité, la solidarité et la mixité socioculturelle. A la croisée des cultures, de l'éducation populaire et de la création artistique, elle accompagne les actions portées par des acteurs culturels et socioculturels comme les associations, collectifs et les artistes.

Merveille Atipo

ART PLASTIQUE

Cili Maho peint sur le concept « la Communauté de destin pour l'humanité »

L'artiste congolais, Frédéric Mahoukou alias Cili Maho, a peint sur le mur de la société China state construction engineering corporation Ltd (CSCEC), fournisseuse de l'espace, son deuxième tableau inspiré d'un concept avancé par le président chinois Xi Jinping, « la Communauté de destin pour l'humanité ».

Cette réalisation artistique intervient à la suite de la peinture « la Ceinture et la Route » révélatrice de son talent extraordinaire, qu'il avait réalisé. Les couleurs vivantes et le symbolisme ont fait de la fresque de Cili Maho un ajout tant esthétique que philosophique au beau paysage de Brazzaville.

La peinture murale de Cili Maho en dit long sur la « Communauté de destin pour l'humanité » à travers une représentation ingénieuse des différents peuples en quatre scénarios. Ils se dressent côte à côte, menant un dialogue pacifique, ramant ensemble dans le même bateau contre vents et marées et puis travaillant de concert pour construire le foyer planétaire. Ceci sans oublier les images de colombes et d'un équilibre, symboliques de la paix et de la justice.

Le message que porte la Chine, pays dépeint comme un avion en vol à travers ce concept, se voit assez clairement : « *La Communauté de destin que nous formons et qui se caractérise par l'interdépendance entre les pays, la solidarité et la coopération gagnant-gagnant représente le seul remède aux défis communs à l'humanité tandis qu'aucun pays ne peut s'en sortir tout seul, et que les conflits et les manipulations dans le cadre de la loi de la jungle ne nous amèneront nulle part* », déclarait le président chinois. Depuis longtemps, la CSCEC comme fournisseur de l'espace de cette création artistique pour Cili Maho s'avère être un acteur actif dans les échanges culturels entre les deux pays. Déjà, à l'occasion du Nouvel An chinois dernier, cette société a invité des artistes congolais à réaliser des tableaux muraux permettant à leurs employés chinois de mieux comprendre la culture congolaise.

B.O.

CINÉMA

Un Congolais réalise un documentaire sur le centenaire du PCC

Le documentaire du Congolais Flogy Dostov Ngalouo réalisé à l'occasion du centenaire du Parti communiste chinois (PCC) a été diffusé sur Zhejiang TV, l'une des chaînes de télévision chinoises les plus regardées. Il fait découvrir à travers ce documentaire Hengdian, le « Hollywood chinois ».

Il s'agit d'une série de courts métrages documentaires intitulée « 100 ans : l'impression du Zhejiang aux yeux d'étrangers ». L'un des épisodes de ce documentaire est consacré à Flogy Dostov Ngalouo, ce jeune congolais qui travaille comme réalisateur en Chine.

Âgé de 30 ans, Flogy Dostov Ngalouo a découvert sa passion pour le septième art dès son enfance bercée par les films chinois, surtout ceux du Kung Fu. Impulsé par ce rêve cinématographique, il est parti en 2011 du Congo pour étudier à l'université normale de Zhejiang dans la province éponyme, à l'est de la Chine. Après y avoir obtenu une licence en média digital et un master en cinématographie, il fait valoir son talent en travaillant dans une entreprise de média locale en tant que cadreur, monteur et metteur en scène des publicités télévisées.

Désireux de s'approcher davantage de son rêve, Flogy Dostov a eu par l'intermédiaire de son superviseur universitaire la chance de faire une visite de découverte à Hengdian World Studio, surnommé « Hollywood chinois ». Situé juste dans la ville de Jinhua (Zhejiang), où il vit depuis dix ans, Hengdian abrite le plus grand complexe des studios de tournage des films et des séries télévisées du monde entier. Depuis sa fondation en 1996, plus de trois mille équipes de tournage y ont été accueillies avec envi-



Flogy Dostov Ngalouo lors d'un tournage à Hengdian (crédit photo/DR)

ron soixante-dix-mille épisodes de produits audiovisuels tournés, y compris de blockbusters. Pendant son voyage, Flogy s'est émerveillé par la grandeur architecturale des studios qui transportaient les visiteurs à travers le temps. Il s'est imprégné des techniques du tournage en allant sur le plateau, y échangeant avec le metteur en scène, l'ingénieur du son et les acteurs et dégustant les technologies pointues telles que la réalité virtuelle.

S'agissant de son inspiration, Flogy a eu le plaisir d'avoir un entretien amical avec le fondateur et ancien président directeur général de Hengdian World Studio, Xu Wenrong, âgé de 86 ans. Ce dernier lui a partagé le secret de la réussite de Hengdian, une localité jadis pauvre. Il s'agit d'un mariage heureux entre l'entrepreneuriat et le gouvernement : les intrants privés et les mesures de l'État

comme les soutiens financiers et le privilège fiscal ont conduit à l'essor des secteurs culturels et cinématographiques, et par conséquent, celui du tourisme et de l'hôtellerie. La métamorphose de Hengdian est un reflet des changements prodigieux qu'a connus la Chine au cours des dernières décennies grâce à la politique d'ouverture et de réforme lancée en 1978. « *Hengdian est un modèle inspirant pour le cinéma congolais qui subit un manque criant d'une politique commune pour réveiller son âme qui se trouve actuellement dans un coma profond et pour que les productions des artistes congolais zélés bénéficient d'une plus grande visibilité. Une observation que j'ai partagée avec le ministère de la Culture et des Arts du Congo* », a déclaré Flogy Dostov Ngalouo.

Bruno Okokana